

La France, le pays des fromages

Qu'il est difficile de faire bouger les lignes. On sait pourtant que notre pays doit se réformer, trouver des modes de fonctionnement plus souples, plus efficaces et moins complexes. Cela ne peut se faire sans changement pour les uns et pour les autres, et c'est là que le bât blesse. Chaque proposition de modification ou de réforme est suivie de son lot de plaintes, de justifications et de protestations. Chacun explique son utilité, sa compétence, justifie son existence, explique que ce qui est, est beaucoup mieux que ce vers quoi l'on se dirige. Mais par contre, l'on n'hésite pas à pointer du doigt un dysfonctionnement... chez les autres.

Ne touchez pas à mon fromage... par contre celui des autres !

Difficile de réformer dans ces conditions, mais il ne faudrait pas oublier que le fromage est une denrée périssable !



Jean-Claude Guimiot
 Directeur général délégué
 d'AGRICA ÉPARGNE

TENDANCES

La situation semble se dégrader

Si la situation économique paraît évoluer plus ou moins comme attendu, les marchés financiers continuent à nous donner des signaux contradictoires.



Depuis plusieurs mois, les taux à long terme sont orientés à la baisse dans la totalité des pays développés y compris aux États-Unis et au Japon. Les taux à court terme sont toujours à des niveaux voisins de zéro et la BCE, lors de sa dernière réunion, a même décidé de "pénaliser" les dépôts des banques avec un taux négatif ! À côté de cela, la Caisse d'Épargne, c'est le Pérou... ! Tout ceci peut laisser croire que l'économie ne va pas aussi bien que ce que l'on nous raconte.

Les marchés d'actions ont continué à faire preuve d'optimisme jusqu'à il y a quelques semaines mais, après avoir atteint des plus

hauts, la tendance est devenue baissière depuis la mi-juin. Et curieusement, les pays qui se tiennent le mieux sont maintenant les pays émergents et le Japon. Pourtant globalement, il n'y a pas de surprises, juste quelques inflexions : un mauvais 1^{er} trimestre US pour cause d'hiver rigoureux, une déception en zone Euro où les prévisions de croissance sont légèrement révisées à la baisse de quelques dixièmes de pourcent, des résultats d'entreprises mitigés. Tout ceci ne va certes pas dans le bon sens. Mais pour les pays émergents, et en particulier le plus grand d'entre eux, la Chine, la situation est en nette amélioration : les autorités poursuivent une politique efficace et adaptée à la situation.

À côté de tout cela, les questions et les zones d'ombre sont nombreuses : le secteur de l'énergie avec une surabondance annoncée, mais des prix qui restent élevés, la consommation des ménages et les dépenses publiques qui restent le moteur de l'économie alors que ces deux secteurs restent lourdement endettés, l'investissement qui ne prend pas le relais, une déflation qui nous guette, les risques géopolitiques avec un Moyen-Orient qui s'enflamme, une Russie au bord de la crise de nerfs... Cela fait beaucoup de points d'interrogation et, tour à tour, l'un ou l'autre est mis en avant pour justifier les hésitations des marchés.

LES CHOIX D'AGRICA ÉPARGNE

« La situation actuelle de la conjoncture pourrait évoluer de deux manières. »

Soit nous assistons à une poursuite de la reprise, avec les États-Unis comme locomotive et un rebond de la zone Euro, soit le tableau évolue de manière moins favorable, les États-Unis marquant le pas et la zone Euro n'arrivant pas à se dépêtrer de ses problèmes d'endettement et d'Euro trop fort. Dans tous les cas de figure, le Japon et les pays émergents poursuivent sur leur lancée avec des politiques volontaristes qui permettent d'assurer la poursuite d'une croissance satisfaisante. Si l'on croit à l'un de ces deux scénarios, il nous semble que les marchés de taux sont ceux

sur lesquels il est le plus difficile de prendre position. En effet, si reprise il y a, la fin des politiques accommodantes conduira à la fin de la baisse des taux et donc au repli des marchés obligataires. Par contre, en cas de modération de la reprise, les banquiers centraux continueront à faire ce qu'ils peuvent et les taux resteront bas, voire orientés à la baisse ; cette tendance pourrait être confortée par l'absence d'inflation propre aux périodes de faible croissance. Sauf en cas de récession, dans ces deux cas de figure, les marchés d'actions devraient continuer à tirer leur épingle du jeu

avec, comme actuellement (début juillet), des périodes de consolidation. Nous poursuivons notre politique conforme à cette vision avec le sentiment que les marchés obligataires sont dans l'ensemble peu risqués et qu'il y a de la valeur dans les actions. Toutefois, le secteur bancaire pris entre la faillite d'une banque portugaise et les amendes diverses, nous paraît être dans une situation compliquée.

REPÈRES

Performances 2014 au 22/07/2014

+ 1,86 %

AGRICA ÉPARGNE Dynamique
Perf. 2013 : + 13,13 %

+ 2,24 %

AGRICA ÉPARGNE Équilibré
Perf. 2013 : + 9,34 %

+ 3,48 %

AGRICA ÉPARGNE Obligataire
Perf. 2013 : + 0,62 %

+ 2,86 %

AGRICA ÉPARGNE Prudent
Perf. 2013 : + 6,19 %

+ 2,98 %

AGRICA ÉPARGNE Défensif
Perf. 2013 : + 5,15 %



◀ Pour consulter la synthèse globale hebdomadaire des performances : sur www.agrica-epargnesalariale.com/fileadmin/DOCUMENTS/FCPE/FCPE-Agrica-Epargne-Global.pdf

Les performances du passé ne préjugent pas des performances futures.

POINT DE VUE

Excès... Excessif... Excessivement...

Ce sont là des termes bien adaptés au monde actuel et au comportement des uns et des autres.

En effet, quelle que soit la direction dans laquelle se dirige votre regard, l'excès est là : dans les réalités économiques, dans les comportements, dans les propos ou les réactions. Cet excès est souvent le résultat d'un "entêtement", de l'incapacité à réfléchir autrement ou à accepter tout simplement que l'on a eu tort.

En France, les politiques (au sens large) illustrent parfaitement ce sentiment d'incapacité à se remettre en cause, à adapter le discours à la situation. Cela se traduit par l'inaptitude à négocier, à trouver des moyens termes et retarde la prise de décision. Qui dit retard de décision, dit poursuite de la dérive et donc besoin de réaction plus forte. Il n'est pas nécessaire de donner d'exemple de ces entêtements, les journaux relatent

abondamment les acharnements des uns et des autres.

Sur le plan économique, la situation est identique et les comportements sont justifiés par de belles théories.

Par exemple, les politiques des Banques Centrales qui utilisent les mêmes techniques depuis de nombreuses années - en amplifiant les moyens mis en œuvre alors que les résultats sont pour le moins discutables - peuvent être qualifiées d'"excessives".

L'incapacité à limiter l'endettement des États ou des particuliers, voire même l'encourager, a laissé la place à des excès dont la correction a été brutale. La crise actuelle en témoigne. En économie, ces excès sont appelés "bulle" : nous avons connu ces dernières années la bulle Internet, la bulle de crédit, la bulle de l'immobilier... les conséquences en sont importantes et le retour à une situation normale est la plupart du temps "compliqué" et brutal.

Et cela continue : il n'y a jamais eu autant de déficit et d'endettement et pourtant, les taux sont au plus bas, il n'y a jamais eu autant de richesses et pourtant, le nombre de chômeurs et de personnes vivant sous le seuil de pauvreté n'a jamais été aussi élevé. De là à penser que tout cela finira mal, il n'y a qu'un pas...



LE SAVIEZ-VOUS ?

Le Costa Concordia est remis à flot...

pour être amené à Gênes où il sera démolí. Alors que le coût de construction du navire a été de 612 millions de dollars, celui de son renflouement aura été de 2 milliards d'euro.

Microsoft envisage une nouvelle

politique qui se traduirait, entre autre, par un vaste plan de licenciement (18 000 postes). Si même eux s'y mettent...

Santander, la grande banque espagnole, va regrouper ses activités européennes à Paris. Nombreux sont ceux qui pensent que Londres, plus grande place de trading de

l'Euro est une anomalie et que cela ne va pas durer. Santander passe à l'action !

Le Sport Business existe bel et bien.

L'industrie du sport draine 600 milliards de dollars par an. Cela concerne l'événement (billetterie, sponsoring, droits de diffusion...) et l'équipement (textile, accessoires...). Le football représente à lui seul 40 % de ce chiffre.

Les Anglais donnent des leçons de

libéralisme à qui veut bien les entendre mais ils sont en train de préparer un dispositif qui encadrera les OPA étrangères sur les grands groupes britanniques.

ZOOM

Réforme de l'Épargne Salariale

La Conférence Sociale pour l'Emploi des 7 et 8 juillet derniers a permis l'annonce d'une nouvelle réforme de l'épargne salariale...

... dont les principaux axes de développement devraient être :

- la simplification des dispositifs
- l'amélioration de l'information des salariés
- l'élargissement de ces dispositifs à un nombre plus important d'entreprises
- la cohérence et la consolidation du cadre fiscal et social.

Les prochains rendez-vous avec les partenaires sociaux sont fixés à l'automne et devraient permettre d'aboutir à des propositions concrètes qui, dans le cadre d'une délibération, serviront de base à un projet de loi pour fin 2014.

Aussi, reviendrons-nous sur ces nouvelles mesures lors de notre prochaine lettre.

Cependant, sur la question de la cohérence du cadre fiscal, le gouvernement entend examiner "sans délais" les conditions de mise en place d'un taux réduit du forfait social pour les investissements en fonds responsables ou en fonds d'actionariat salarié de l'entreprise. Notons que la question de l'épargne long terme semble avoir été quelque peu "oubliée" de cette conférence sociale.

Épargner en prévision de la retraite est aujourd'hui une réelle préoccupation des salariés, reste à trouver les solutions qui les inciteront à épargner sur le long terme. Espérons que les travaux qui seront entrepris cet automne proposeront des mesures dans ce sens.



Pour l'année 2009



AGRICA ÉPARGNE Filiale des institutions de prévoyance membres du groupe AGRICA - 21 rue de la Bienfaisance - 75382 Paris Cedex 08 - Tél.: 01 71 21 00 00 - Fax: 01 71 21 00 01 • RCS Paris

449 912 369 - S.A.S au capital social de 3 000 000 euros - N° d'agrément AMF GP 04 005

Actualité & finance • Directeur de la publication : Patrick Leroy • Rédacteur en chef : Jean-Claude Guimiot • Coordination : Sandra Alves et Claire Vidal • Conception/Réalisation : humancom • Crédits photographiques : Valérie Couteron, Thinkstock, DR

